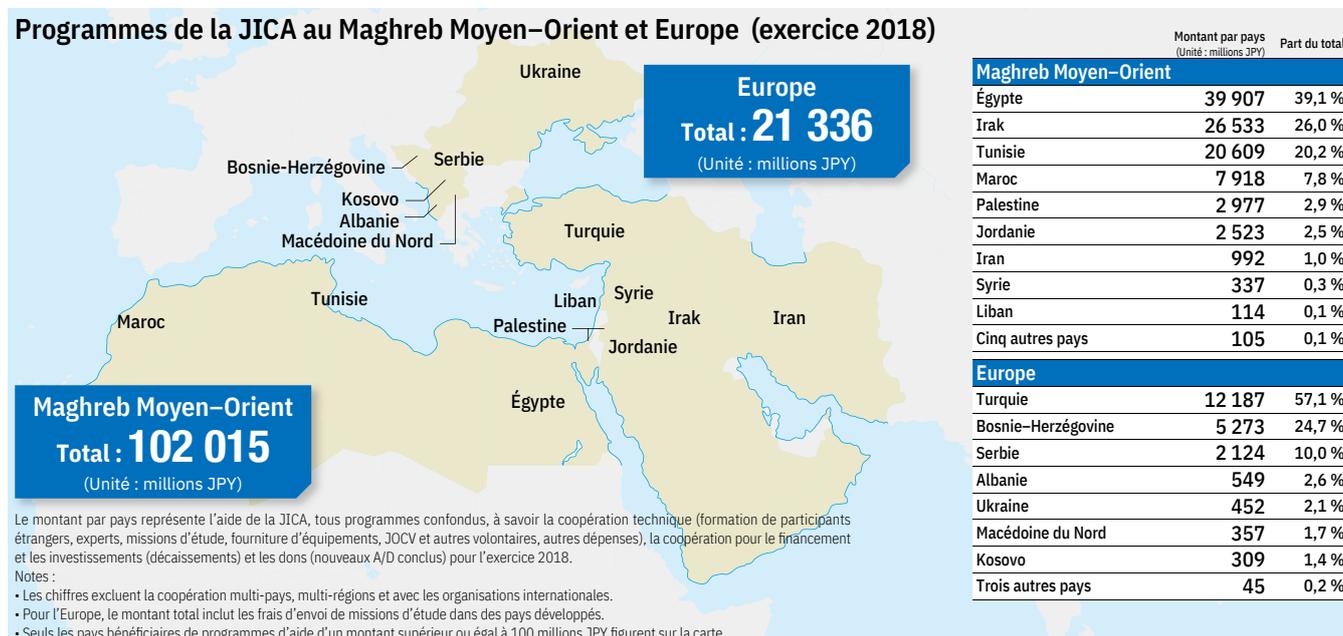


Maghreb Moyen-Orient et Europe

Assurer la stabilité régionale, une croissance de qualité, la sécurité humaine et le développement des capacités



Problèmes régionaux

Depuis le début du Printemps arabe en 2011, l'instabilité reste un défi majeur pour de nombreux pays du Maghreb Moyen-Orient. Une coopération à plus long terme répondant aux problèmes tels que la crise des réfugiés suite au conflit syrien et la reconstruction dans les zones libérées du groupe extrémiste État islamique est nécessaire. Cette aide se concentre plus spécifiquement sur (1) le développement des infrastructures pour la reconstruction et une croissance économique durable ; (2) la bonne gouvernance ; (3) le développement de ressources humaines en appui au développement de l'État ; (4) la réduction des disparités, principal facteur d'instabilité sociale ; et (5) la promotion des investissements pour l'emploi des jeunes.

Pour la stabilité régionale en Europe, la coopération de la JICA couvre trois domaines principaux : (1) le développement du secteur privé nécessaire pour la croissance économique, (2) le soutien aux efforts des partenaires en vue d'une adhésion à l'Union européenne (UE), et (3) la réforme administrative et la bonne gouvernance.

Initiatives de la JICA

1. Vers la stabilité régionale

Au cours de l'exercice 2017, en réponse à l'enlisement du conflit syrien, la JICA a lancé l'initiative japonaise pour l'avenir des réfugiés syriens afin de leur offrir des opportunités d'études dans des écoles supérieures au Japon. Durant l'exercice 2018, 20 étudiants syriens ont été invités au Japon dans le cadre de cette initiative. En Jordanie, un projet de don a été lancé pour renforcer la capacité de gestion des déchets solides du pays et atténuer ainsi le lourd fardeau de l'accroissement de population lié à l'accueil de réfugiés. Un accord de prêt à appui des politiques de développement a également été

signé avec la Jordanie afin d'améliorer l'environnement des affaires et créer des emplois pour les jeunes, les femmes et les réfugiés syriens, entre autres personnes. Pour la Turquie, autre grand pays hôte des réfugiés syriens, la JICA a accordé une aide financière pour le développement des infrastructures aux collectivités locales qui accueillent des réfugiés.

Pour le processus de paix au Moyen-Orient, la JICA a poursuivi son soutien à l'amélioration du développement et des capacités de gestion du parc agro-industriel de Jéricho, en Palestine, projet phare de l'initiative du corridor pour la paix et la prospérité du gouvernement japonais. Fin mars 2019, le parc industriel abritait un total de 15 entreprises. Par ailleurs, il a été décidé de commencer un projet de promotion industrielle pour soutenir le développement du parc agro-industriel.

Pour l'Irak, la JICA s'est concentrée sur l'amélioration des infrastructures pour la reconstruction et le développement. Au cours de l'exercice 2018, des accords de prêts d'APD ont été signés pour les trois projets suivants : le projet d'amélioration de l'approvisionnement en eau à Bassora (II), le prêt au secteur de l'irrigation (phase 2), et le projet d'amélioration de l'approvisionnement en eau dans la région du Kurdistan (II).

Pour les pays des Balkans occidentaux, la JICA a encouragé la coopération régionale, principalement par la diffusion à une plus grande échelle de services d'accompagnement pour les petites et moyennes entreprises (PME), contribuant ainsi à l'initiative de coopération dans les Balkans occidentaux soutenue par le gouvernement japonais.

2. Vers une « croissance de qualité »

Au Maghreb Moyen-Orient et en Europe, où la plupart des pays ont un niveau de revenu intermédiaire, la JICA a promu une « croissance de qualité » – c'est-à-dire une croissance économique

durable, inclusive et résiliente – à travers une coopération dans divers domaines tels que le développement des infrastructures, l’environnement, l’éducation et la santé, et les petites et moyennes entreprises (PME), en soutenant la bonne gouvernance et en tirant parti des technologies avancées et de l’expertise du Japon.

L’aide de la JICA pour le renforcement de la gouvernance comprenait (1) un projet de coopération technique visant à améliorer la qualité des statistiques en Égypte, et (2) l’envoi d’un conseiller auprès du ministre des Finances de l’Ukraine pour contribuer à la reconstruction budgétaire et à la modernisation du système financier.

La coopération de la JICA tirant parti de la technologie et de l’expertise du Japon incluait (1) le développement d’une ligne de métro, d’une centrale solaire et d’un aéroport en Égypte ; (2) le dessalement de l’eau de mer pour un approvisionnement stable en eau salubre et la construction d’une centrale pour un approvisionnement énergétique stable en Tunisie ; et (3) une étude sur la construction d’un port en appui à la promotion des investissements au Maroc. En Palestine, un accord de don a été signé pour un projet de gestion des déchets solides.

Pour les pays européens souhaitant adhérer à l’UE, la coopération de la JICA s’est concentrée sur l’atteinte des critères environnementaux de l’UE en soutenant la construction d’installations de traitement des eaux usées ainsi que le développement des capacités dans des domaines tels que la gestion des déchets solides et la lutte contre la pollution de l’air.

Dans le secteur de l’éducation, la JICA a apporté une aide à l’Égypte dans le cadre du partenariat Égypte–Japon pour l’éducation (PEJE). Cette coopération comprenait (1) l’accueil d’étudiants égyptiens au Japon (169 étudiants pendant l’exercice 2018) ; (2) un prêt d’APD pour l’introduction du modèle éducatif japonais, en particulier les *tokkatsu* (activités spéciales) telles que le nettoyage des classes par les élèves et les réunions de classe dans les écoles primaires ; et (3) une coopération technique pour l’enseignement



Turquie : Activités de groupe visant à rapprocher les enfants syriens et turcs (collecte de données pour les services sociaux destinés aux Syriens).

préscolaire et l’enseignement technique. Suite à ces activités, 35 écoles Égypte–Japon ont ouvert en Égypte en 2018 pour promouvoir le modèle éducatif japonais [→ voir l’étude de cas, page 57].

La JICA poursuivra les initiatives suivantes :

- Pour répondre au problème des réfugiés, qui demande des solutions à long terme, la JICA entend poursuivre son aide aux réfugiés et aux pays hôtes en coopération avec divers partenaires, dont les organisations internationales. Pour assurer la stabilité régionale et la sécurité humaine, la JICA soutiendra le processus de paix au Moyen–Orient en restaurant la confiance dans la région, la réconciliation ethnique en Europe et la reconstruction des zones libérées de l’emprise de l’État islamique et d’autres groupes extrémistes en Irak.
- Pour la croissance économique durable, la JICA encouragera une « croissance de qualité » dans plusieurs secteurs en tirant parti des technologies avancées et de l’expertise du Japon, notamment pour le développement des infrastructures, l’éducation et la santé, la bonne gouvernance et l’aide aux PME.
- Pour le développement de ressources humaines en appui à la reconstruction et au développement, la JICA mènera une coopération globale associant un large éventail de dispositifs : coopération technique, aide financière et programmes d’études au Japon, tout en introduisant le modèle éducatif japonais dans la région.

Irak : Projet de reconstruction du secteur électrique dans la région du Kurdistan

Premier projet de prêt d’APD dans la région du Kurdistan en coopération avec une organisation internationale



Une sous–station mobile

Le projet de reconstruction du secteur électrique dans la région du Kurdistan est le premier projet de prêt d’APD dans cette région du nord de l’Irak. Il contribuera à la stabilisation de l’approvisionnement énergétique, un secteur clé de l’activité socio–économique. Concrètement, le projet prévoit la construction de sous–stations de transformation ainsi que la fourniture de sous–stations mobiles et de matériel et d’équipements liés pour supprimer le goulot d’étranglement de l’approvisionnement énergétique. Il comprend aussi la création d’un centre de formation sur l’électricité.

En 2008, lorsque le projet a commencé, la capacité du secteur électrique irakien s’était fortement dégradée en raison du manque d’investissements et de problèmes d’exploitation et de maintenance inadéquates au fil d’années de

conflits et de sanctions économiques. Les habitants de la région souffraient de pénuries chroniques d’électricité avec des coupures de courant quotidiennes de plus de 12 heures. C’est pourquoi la JICA a décidé de mettre en œuvre ce projet. Terminé en septembre 2018, le projet a permis une amélioration de l’accès des communautés à l’électricité ainsi que la formation du personnel à l’exploitation et la maintenance.

Par ailleurs, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), actif dans le secteur de l’électricité dans la région du Kurdistan dès les premiers stades de l’aide internationale à la reconstruction de l’Irak, était responsable de l’aide liée aux appels d’offres et à la supervision du projet. Grâce aux réseaux locaux et à l’expertise du PNUD, le projet s’est déroulé sans heurts.